



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Cours d'été en Droit international & Relations internationales

Édition 2020

Institut de Formation des Ambassadeurs de la Jeunesse (I.F.A.J)

Cours de relations internationales et stratégiques

Par Mme. Manon Chemel

Ce cours accorde une importance particulière à la politique intérieure et extérieure de l'Arabie saoudite, où l'on constate un basculement significatif de sa politique intérieure et extérieure ainsi que de ses mœurs – depuis l'accession au pouvoir du jeune prince, Mohamed Ben Salman. Celui que l'on surnomme « MBS » a impulsé des réformes considérables dans le pays et a impliqué celui-ci sur l'échiquier international - rompant les codes en place jusqu'alors. Il est donc important d'analyser cette nouvelle politique, son progressisme et ses contradictions.

Introduction

L'Arabie saoudite est une jeune nation. Née officiellement en 1932, elle est fondée par Abdelaziz Ibn Saoud. Celle-ci est composée d'une société ultraconservatrice où les lois sont en majorité inspirées des préceptes de l'islam sunnite de l'école dite hanbalite. Cela se traduit par l'application d'un islam rigoriste avec des préceptes très archaïques¹. Au fil du temps, l'Arabie saoudite a réussi à se hisser au rang de puissance régionale et à étendre son influence sur la scène internationale. Depuis quelques années, les différents postes occupés par Mohamed Ben Salman (MBS), petit-fils du fondateur, puis sa nomination en tant que prince héritier ont redessiné les contours d'un pays très conservateur et peu ouvert sur le monde. En l'espace de quelques années, ce dernier a accordé à son peuple des concessions jusqu'alors inimaginables dans ce pays.

Mohamed Ben Salman, appelé le plus souvent « MBS », est membre de la dynastie des Al Saoud, fils du roi Salman et petit-fils d'Ibn Saoud, le fondateur du royaume. MBS est diplômé en droit de l'université du Roi-Saoud en Arabie saoudite, tandis que ses frères ont étudié aux États-Unis et au Royaume-Uni. Très vite, ce dernier a été propulsé sur la scène politique, par son père, le roi Salman².

Pourtant depuis 1953, le pouvoir saoudien se transmet par succession adelphique, ce qui signifie que le pouvoir s'acquiert de frère en frère et non pas de père en fils. En 2015, le roi Salman succède au roi Abdallah. Toutefois, à 85 ans et en mauvaise santé, sa première décision consiste à désigner un prince héritier.

Lorsque Salman est devenu roi, c'est son frère Muqrin qui aurait dû devenir roi mais ce dernier a demandé à être relevé de ses fonctions. En l'absence d'autres frères, la succession

¹ Archame (T), « *Histoire de l'Arabie Saoudite* », Laculturegenerale, 30/04/2018.

² Le roi Salman est au pouvoir depuis 2015.

revient au neveu du roi Salman : Mohamed Ben Nayef appelé « MBN »³. Celui-ci est nommé prince héritier en janvier 2015. Toutefois, le roi souhaite que son fils préféré, Mohamed Ben Salman, lui succède. Dès lors, il met tout en œuvre afin que ce dernier puisse jouir des pleins pouvoirs politiques afin d'assurer la transition de sa succession.

À 32 ans, MBS occupe des fonctions considérables – faisant de lui l'un des plus jeunes hommes à gouverner un pays. Depuis janvier 2015, il devient le plus jeune ministre de la Défense au monde – conjuguant aussi le poste de président du Conseil des affaires économiques et du développement. Il dirige également la puissante compagnie pétrolière Aramco⁴. Mohamed Ben Salman est surnommé « la canne de son père » car depuis son adolescence il l'accompagne partout et suit son évolution politique. À l'inverse de ses frères, il n'a pas étudié à l'étranger⁵ mais a fait le choix de rester près de son père. Il a ainsi une expérience de terrain et connaît parfaitement le royaume saoudien à l'inverse de ses autres frères. Son ascension est fulgurante. Les pouvoirs qui lui sont octroyés vont l'encourager à développer des politiques à la fois internes mais vont également l'inciter à prendre position diplomatiquement sur la scène internationale.

Dans son pays, le prince héritier a lancé une stratégie de rajeunissement et de réformation du royaume. Cette politique accorde une importance particulière à la condition des femmes. En effet, la liberté des femmes est renforcée et la jeunesse saoudienne se voit octroyer de nombreuses activités jusqu'alors interdites comme les concerts, le cinéma, etc.

MBS a également entamé une restructuration de l'économie en organisant une immense purge en novembre 2017 afin de donner un signal fort à ses détracteurs et potentiels opposants mais également à la population saoudienne ainsi qu'à la communauté internationale – se présentant *de facto* comme un prince honnête et soucieux de la bonne marche de son pays, le tout dans un élan de transparence politique et économique.

Enfin, il a mis en place de nombreux projets économiques afin de rompre avec le pétrodollar – assurant ainsi une transition économique pérenne pour son pays.

³ Il est ministre de l'intérieur de longue date et est diplômé d'une université américaine. Tout le monde pensait que ce serait lui le futur roi d'Arabie.

⁴ « Qui est Mohammed ben Salman, le jeune prince héritier d'Arabie saoudite ? », BFMTV, 08/04/2018. <https://www.youtube.com/watch?v=0H-XBS4vEYA>

⁵ « Qui est Mohammed Ben Salman ? », Radio-Canada Info, 17/01/2019. <https://www.youtube.com/watch?v=LReUJahTGcY>

Sur le plan international, le prince héritier n'a pas tardé à prendre position et impliquer son pays dans des interventions militaires comme en atteste l'ingérence saoudienne au Yémen. De plus, MBS n'a pas hésité à affirmer sa politique belliqueuse face à son grand rival, l'Iran – quitte à instaurer des alliances avec des acteurs improbables comme par exemple l'État hébreu.

En outre, MBS apparaît comme un réformateur et un moderniste qui tente d'impulser un nouveau mode de vie en Arabie saoudite tout en réaffirmant la puissance de son pays sur la scène internationale – rompant ainsi avec une vision archaïque et unilatérale qui prévalait jusqu'à présent.

En quoi et comment la politique mise en place par MBS, tant sur le plan interne que sur la scène internationale, s'inscrit-elle dans une rupture et un modernisme politique ?

Partie 1 - La politique interne mise en place par MBS : entre libertés, modernisme et répression

MBS va passer toute sa scolarité en Arabie saoudite. Il va apprendre la politique et la gestion du royaume aux côtés de son père, le roi Salman, qui fera de lui une sorte de bras droit. Le prince héritier est en effet convié aux déplacements de son père qui va progressivement l'initier à la politique. À titre d'exemple, en 2013 lorsqu'il a 28 ans, MBS accompagne son père à la conférence islamique mondiale financée par le royaume. Son ascension est inhabituelle eu égard aux traditions du pays. Très rapidement, le prince héritier cherche à asseoir son autorité et éviter tout débordement face à ses prises de décision. Par ailleurs, il est important de souligner que MBS, tout comme son père, le roi Salman, a été particulièrement marqué par les révoltes arabes en 2011. Ainsi, le prince héritier met tout en œuvre pour s'assurer la fidélité des autres princes, chefs d'entreprises mais également donner un signal fort à son peuple en l'assurant de sa bonne foi et sa volonté de l'écouter et entendre ses revendications. C'est pourquoi en novembre 2017, MBS va mettre en place une vaste purge à l'endroit de richissimes hommes d'affaires, princes, ministres en exercice, chefs des grandes familles marchandes, dirigeants – potentiels opposants à son autorité.

Section 1 - Purge et restriction de pouvoir

Le 4 novembre 2017, MBS met en place une vaste purge. Celle-ci s'effectue à l'hôtel Ritz Carlton de Riyad après l'annonce de la création d'un comité anti-corruption. Le prince héritier fait enfermer pas moins de 300 hommes d'affaires. Parmi eux se trouvent de nombreux princes et hauts responsables saoudiens. Il y a également des membres de la famille royale ainsi que des chefs d'entreprises. L'objectif de MBS est d'afficher une politique ferme et claire contre la corruption qui gangrène l'ensemble du pays. À titre d'exemple, certains princes avaient pour habitude d'emprunter de l'argent sans jamais rien rembourser au point de pousser une banque saoudienne, la National Commercial Bank, au bord de la faillite⁶.

⁶ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 64.

Par ce coup de force, le prince héritier entend montrer aux Saoudiens – ainsi qu’à la communauté internationale, une image de réformateur et d’« homme du peuple » soucieux de la bonne marche de son pays – le tout dans un élan de transparence.

Par ailleurs, ceci permet de donner un gage certain aux investisseurs étrangers ayant des velléités à venir commercer en Arabie saoudite⁷. En effet, par cette action, ce dernier entend montrer que la corruption n’a pas sa place dans le pays. MBS entend aussi se prémunir de toutes contestations internes. En instillant la peur et en montrant de quoi il est capable, le prince héritier tente de montrer ce qu’il peut advenir si certains ne souhaitent pas se soumettre à son autorité.

Ces hommes prisonniers seront libérés pour la plupart en échange de sommes d’argent importantes⁸. Par cette manœuvre, MBS parvient à récupérer 15% du PIB national⁹. Parallèlement à cela, pris de panique plusieurs Saoudiens fortunés, qui n’ont pas été visés par la rafle, font précipitamment sortir leur argent du pays¹⁰. D’autres princes sont quant à eux assignés à résidence. Beaucoup estiment que cette purge est la toute première mise en place par le prince héritier. Toutefois, une autre a déjà eu lieu, quelques mois plus tôt.

La première purge a véritablement eu lieu le 21 juin 2017 avec l’éviction de Mohamed Ben Nayef (MBN) qui était le prince héritier en titre et qui a été évincé par son cousin, Mohammed Ben Salman adoubé par son père Salman. Ceci constitue véritablement la première épuration politique du prince héritier qui tente d’écarter son premier adversaire politique susceptible de lui ôter le pouvoir.

Après de nombreuses purges et de nombreux emprisonnements, le prince héritier inverse la tendance et axe sa politique intérieure sur l’amélioration des conditions de vie des femmes. Ces dernières jusqu’alors sous l’entier joug de leur père, mari ou frère, se voient accorder la possibilité de conduire, d’aller à un concert ou d’assister à un match sportif.

Ces libertés constituent un véritable tournant dans la société saoudienne jusqu’alors dictée par l’archaïsme patriarcale. MBS entreprend par ailleurs d’importantes réformes économiques

⁷ Tain (S), « Arabie saoudite : retour, un an après, sur la purge du Ritz-Carlton », *Lemonde-arabe*, 03/11/2018.

⁸ « Mohammed Ben Salman : un autre visage », *TV5 Monde*, 20/10/2018.
<https://www.youtube.com/watch?v=0dChAR8w7s0>

⁹ Ranchon (C), « Les dessous de la politique du prince héritier MBS », *Geolinks*, 02/02/2019.

¹⁰ Ockrent (C), « Le prince mystère de l’Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d’un pouvoir absolu », *Robert Laffont*, 2018, p. 17.

avec une vision sur le long terme qui impliquerait la société civile toute entière – les femmes incluses.

Section 2 - Réformisme politique et vision d'avenir

MBS a 16 ans lorsque les attentats du 11 septembre se déroulent aux États-Unis. Son instigateur, le Saoudien Oussama Ben Laden, accompagné de 15 autres Saoudiens, sont responsables des attaques terroristes qui marquent considérablement l'Arabie saoudite. En effet, la relation avec les États-Unis est mise à mal. Par ailleurs, dès 2003, le groupe terroriste Al-Qaïda dirigé par Oussama Ben Laden s'en prend également à l'Arabie saoudite. MBS comprend alors que l'islam politique est responsable de ces différentes attaques et *de facto* doit être écrasé. Ce dernier réalise que cet islam politique menace la survie du régime et donc de la longévité du pouvoir et des privilèges dont jouissent sa famille. Par ailleurs, il assiste à la traque d'Al-Qaïda par la famille Saoud, ce qui renforce sa conviction de combattre efficacement cet islam politique. Par ailleurs, en janvier 2016, le roi Salman et son fils, MBS, ordonnent la plus grande exécution de masse pratiquée dans le royaume depuis la prise de la Mecque en 1979. Pas moins de quarante-sept personnes sont décapitées ou fusillées – des djihadistes, dont l'idéologue d'Al-Qaïda, Faris al-Zahrani¹¹. Une fois au pouvoir, il comprend qu'il doit accorder davantage de libertés à sa population afin qu'elle ne soit pas tentée par l'islam promu par le groupe terroriste et risquer de voir son régime tombé.

De plus, n'oublions pas non plus que la majorité de la population saoudienne est jeune. 70% du peuple saoudien a moins de 30 ans. Les jeunes étouffent et les Saoud redoutent qu'un jour ils se révoltent comme ce fût le cas dans d'autres pays en 2011 lors des « Printemps arabes ». Par ailleurs, cette jeunesse très nombreuse est très connectée *via* internet et donc à l'aune des changements technologiques qui animent la scène internationale. En outre, la jeunesse saoudienne réclame davantage de liberté et d'opportunité – obligeant le pouvoir saoudien à concéder des compromis.

Enfin, comme dit précédemment, les Saoud sont traumatisés par les « Printemps arabes » et souhaitent étouffer toute contestation à leur pouvoir.

¹¹ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 179.

Un vent de libertés pour les femmes

Le 24 octobre 2017, Mohamed Ben Salman clame haut et fort que l'Arabie saoudite va retourner à un islam modéré, ouvert sur le monde¹². Ceci se traduit dans les faits par l'accroissement sans précédent des libertés individuelles et notamment celles accordées aux femmes.

En effet, MBS a fait beaucoup pour les femmes depuis son accession au pouvoir. Depuis sa prise de pouvoir, ce dernier a accordé plus d'autonomie et de libertés à sa population féminine. Désormais, elles peuvent aller au stade ou écouter de la musique dans un concert. De plus, elles peuvent également conduire. Depuis 2018, les femmes sont enfin autorisées à conduire. Le décret pour permettre aux femmes de conduire est entré en vigueur le 24 juin 2018. Par ailleurs, MBS a annoncé que les femmes avaient le choix de porter ou non le voile.

Retour sur cette décision historique

C'est une avancée majeure pour la cause féminine car le pays demeurait jusqu'ici le dernier au monde où les femmes ne pouvaient pas conduire. À titre d'exemple, une militante dénommée Loujain al-Hathoul a été détenue en prison deux mois en 2014 pour avoir mis en ligne une vidéo où on la voyait les cheveux au vent, au volant d'une voiture passant la frontière entre les Emirats et l'Arabie saoudite¹³.

Dans le royaume wahhabite il est très difficile de faire changer les mentalités conservatrices. On peut donc percevoir cette décision comme une victoire considérable pour la condition féminine de manière générale.

Auparavant, les militantes de la cause des femmes avaient fait entendre leur voix en conduisant illégalement. Une vague de protestations avait également été perceptible sur les réseaux sociaux où de jeunes Saoudiennes se sont filmées marchant dans la rue, pour mettre en avant le fait que certaines d'entre elles ne disposent pas de moyens suffisants pour avoir

¹² « Portrait de Mohamed Ben Salman, prince héritier d'Arabie Saoudite », France24, 09/04/2018. <https://www.youtube.com/watch?v=9YuzPePV5kA>

¹³ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 140.

recours à des chauffeurs privés. Cette interdiction contraignait certaines d'entre elles à marcher 1 à 2 heures par jour afin de se rendre à leur université. Cette protestation a eu un écho retentissant et a encouragé de nombreuses Saoudiennes à se filmer en marchant, pour soutenir l'impulsion protestataire. Certains hommes Saoudiens ont salué cette mobilisation féminine.

Cette décision historique prise par le prince héritier a donc été approuvée par l'ensemble de la communauté internationale qui y voit une lente ascension vers plus d'égalité. Antonio Guterres, le Secrétaire général des Nations unies, le Président américain Donald Trump ainsi que l'ensemble de la communauté internationale ont vivement félicité cette avancée majeure. Par ailleurs, cela a permis à l'Arabie saoudite de redorer son blason sur la scène internationale.

Pour la jeunesse saoudienne, MBS est une sorte de héros qui rompt avec des préceptes et des normes archaïques. En effet, avant sa prise de pouvoir, les jeunes n'étaient pas autorisés à écouter de la musique, aller au cinéma et les femmes ne pouvaient pas assister à des matchs. MBS est un populiste qui fait preuve d'un sens politique aigu. Il est très attentif aux préoccupations du Saoudien moyen et il ne se préoccupe pas des élites traditionnelles¹⁴. Toutefois, bien que le prince accorde des libertés considérables à la gente féminine, il n'en demeure pas moins que cela s'accompagne de contradictions. Plusieurs militantes des droits des femmes sont actuellement emprisonnées en même temps que des religieux et des opposants au pouvoir. À titre d'exemple, Samar Badawi, la sœur de Raif Badawi¹⁵, un blogueur saoudien condamné en 2013 à 10 ans de prison ainsi que 1 000 coups de fouets pour avoir prôné la tolérance religieuse, est toujours emprisonnée.

De plus, l'Arabie saoudite reste le 3^{ème} pays au monde en termes d'exécutions et les discriminations envers les femmes restent nombreuses. Depuis 2017, MBS a envoyé en prison des centaines de religieux et d'intellectuels en les accusant de « terrorisme ».

¹⁴ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 31.

¹⁵ Raif Badawi est un écrivain et blogueur qui a été arrêté en 2012 sous le règne du roi Abdallah pour avoir créé le site Free Saudi Liberals, un forum de discussions en ligne où il militait pour une libération des mœurs et de la religion. Il a été condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouets.

Parallèlement aux libertés octroyées et malgré les nombreuses contradictions qui subsistent dans le pays, MBS tente d'accroître la position de son pays tant sur le plan régional qu'international.

Pour venir à bout de l'archaïsme du pouvoir saoudien et pour inspirer confiance à l'ensemble de la communauté internationale il a entrepris de profondes réformes structurelles au sein même de son pays. En effet, ce dernier a compris qu'il devait rompre avec les pétrodollars et donner un souffle nouveau à l'économie de son pays afin d'attirer les investisseurs étrangers.

Pour ce faire, il a envisagé de nombreux projets futuristes colossaux.

Section 3 - Le virage libéral de MBS

Mohamed Ben Salman tente d'impliquer progressivement l'ensemble de la société saoudienne dans la vie économique du pays. En 2016, il lance le plan « vision 2030 » afin de modifier en profondeur l'économie de son pays. Il s'agit d'un plan de développement visant à sortir progressivement le pays de la rente pétrolière. Le but étant de parvenir à diversifier son économie sur une période de 15 ans. Par ailleurs, ce projet a pour but de mettre en place une société où l'intégrisme serait tenu sous contrôle et où le « vieux monde » sera remplacé par une société ultra connectée. L'objectif est double : convaincre les investisseurs et les champions de l'économie digitale de participer à la transformation du pays et ensuite construire l'image d'un prince moderne et dynamique¹⁶.

L'ambition est considérable : il s'agit de créer 5 millions d'emplois d'ici 2030¹⁷. La « Vision 2030 » ne lésine pas sur les moyens. « Un budget de 64 milliards de dollars dix ans est prévu pour bâtir tout un écosystème, pour le moment inexistant, de façon à promouvoir les nouvelles industries du loisir et élargir le secteur du tourisme »¹⁸.

Cela se traduit également par la mise en place de mesures de libéralisation. Ce plan est élaboré avec de grands cabinets de conseils américains (McKinsey, BCG). Le nouveau plan économique de MBS s'articule autour de plusieurs axes : « [l']émergence de nouveaux pôles de développement créateurs d'emplois et de richesse, dans des secteurs aussi divers que les

¹⁶ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 43.

¹⁷ *Ibid*, p. 96.

¹⁸ *Ibid*, p. 133.

énergies renouvelables, le secteur minier, le numérique, l'industrie des loisirs et les industries de défense »¹⁹.

Ce projet amorce un virage libéral qui permet à l'économie saoudienne de se diversifier et de rompre avec la dépendance des revenus pétroliers – ressource essentielle du pays. En effet, les revenus pétroliers représentent près de 90%²⁰. Ce projet devra s'effectuer sur une quinzaine d'années et permettre une transition économique prospère. Toutefois, le système éducatif est défaillant et doit faire l'objet d'investissements massifs pour réussir à former des compétences à la hauteur des ambitions affichées dans la Vision 2030²¹. Dans cette nouvelle Arabie saoudite, MBS réserve une place considérable aux femmes. Ces dernières, qui représentent 55% de la population saoudienne, vont avoir accès librement au marché du travail²². Par ailleurs, les loisirs et la culture sont deux secteurs en pleine expansion. De nombreux cinémas ainsi que des salles de concerts sont amenés à ouvrir. De plus, le secteur du tourisme constituera également un domaine en pleine expansion. MBS met en place le projet « Neom »²³, cité futuriste au nord-ouest du royaume, qui coûtera 500 milliards de dollars et constituera une référence en matière technologique et environnementale. Il s'agit en effet d'une *start up* de la taille d'un pays fonctionnant à l'énergie solaire et éolienne, drones et robots²⁴. Il y a également le projet « Qiddiya », un parc d'attraction au sud de Riyad. Enfin, il y a le projet « Red Sea », prévoyant de transformer une cinquantaine d'îles au large de la côte ouest du pays en destination touristique haut de gamme²⁵.

Toutes ces mesures économiques sont toutefois loin d'être anodines. Depuis 2014, l'Arabie saoudite traverse une crise sans précédent. En outre, MBS met en place une nouvelle économie qui ne sera cette fois-ci plus basée sur la rente pétrolière mais sur la diversification de l'économie, c'est-à-dire, une économie où toute la société saoudienne travaille, femmes comprises.

MBS a en effet parfaitement conscience qu'il a besoin d'une économie productive et que celle-ci dépend des investissements étrangers.

¹⁹ Robert (J), « Arabie saoudite : « MBS veut transformer en profondeur un système hostile à tout changement », La Tribune, 20/06/2018.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 111.

²² Ranchon (C), « Les dessous de la politique du prince héritier MBS », Geolinks, 02/02/2019.

²³ « Néom » est ville future sur la mer rouge vaste comme 100 fois Paris.

²⁴ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 24.

²⁵ Ranchon (C), « Les dessous de la politique du prince héritier MBS », Geolinks, 02/02/2019.

Ces profondes transformations sociétales s'accompagnent également de profonds bouleversements sur la scène internationale. Le jeune prince multiplie les rencontres diplomatiques et s'allie aux États-Unis et à Israël afin de renforcer sa notoriété et mettre à mal son rival, l'Iran. Toutefois, en dépit de la vision positive que souhaite véhiculer MBS, il n'en demeure pas moins que son implication au Yémen et l'éclatement de certaines affaires politiques ont contribué à altérer cette vision de renouveau politique impulsé par ce dernier.

Partie 2 - La politique étrangère de MBS : des alliances de circonstances aux critiques internationales

Section 1 - Le revers du pouvoir saoudien

L'ingérence saoudienne au Yémen

En 2015, Salman devient roi en Arabie saoudite. Il confie à son fils, MBS, qui n'a jusque-là assumé aucune fonction officielle, plusieurs responsabilités majeures, dont la Défense. Lorsque la guerre éclate au Yémen, ce dernier y voit une opportunité pour son ascension politique. En effet, lorsque la rébellion houthiste, soutenus par l'Iran chiite – ennemi de l'Arabie saoudite sunnite, MBS y voit l'opportunité de mettre à mal son rival régional et confirmer la puissance du royaume au sein du théâtre moyen-oriental.

Depuis mars 2015, Mohammed ben Salmane conduit des opérations militaires au Yémen contre les rebelles houthis, un groupe d'obédience zaydite (une branche du chiisme) et allié de l'Iran ayant une place non négligeable dans la zone moyen-orientale. En effet, l'Iran ne cesse de s'étendre : en Irak, en Syrie ou encore au Yémen afin d'accroître son influence dans la région. Toutefois, l'élément déclencheur de l'opération saoudienne va être la fuite du président yéménite en fonction, Abd Rabbo Mansour Hadi, que l'Arabie saoudite soutient.

En effet, le 25 mars 2015, l'offensive houthiste sur la ville d'Aden entraîne la fuite du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, à Riyad. L'Arabie Saoudite agit dès le lendemain avec l'opération « tempête décisive »²⁶. Celle-ci est menée par une coalition de neuf pays arabes (Maroc, Emirats arabes unis, Soudan, Egypte, Jordanie, Qatar, Bahrein, Koweït, Arabie Saoudite). Cette coalition est appuyée par les États-Unis qui fournissent un soutien logistique et de renseignements (transfert d'armes et renseignements militaires).

L'objectif saoudien est de tenir sa frontière sud et de contrer l'influence iranienne. Il est en effet inenvisageable pour l'Arabie saoudite de voir un gouvernement chiite se former au Yémen et étendre davantage son influence.

²⁶ L'opération Tempête décisive est lancée la nuit du 25 mars 2015 pour remettre au pouvoir le président Abdrabbo Mansour Hadi, renversé par l'insurrection houthiste au Yémen, d'orientation chiite.

Toutefois, l'implication saoudienne au Yémen est catastrophique puisque la guerre constitue aujourd'hui la pire « *catastrophe humanitaire* ». Ce conflit est un échec cuisant pour le royaume qui n'a finalement contribué qu'à l'enlisement de ce conflit et qui a un coût considérable sur le plan économique et sur l'image de l'Arabie saoudite.

En avril 2018, MBS est visé par une plainte déposée à Paris pour complicité d'actes de torture par une organisation humanitaire yéménite, ce qui a entraîné l'ouverture d'une enquête en octobre de la même année.

Très récemment, le ton est monté d'un cran entre l'Arabie saoudite et son voisin yéménite. En cause une attaque imputée et revendiquée aux rebelles houthis. Mené par des drones armés, les cibles de l'opération sont deux stations de pompage du géant pétrolier Aramco obligé de cesser ces activités sur un oléoduc majeur. Selon le porte-parole du mouvement houthiste, cette attaque constituerait une réponse aux crimes et au blocus provoqués par l'Arabie saoudite²⁷.

Bien que les débuts de ce conflit aient confirmé la popularité du jeune prince héritier, il n'en demeure pas moins que le pays est toujours embourbé dans ce conflit pour l'heure sans issue et qui représente un coût colossal pour le royaume saoudien. De plus, l'opération saoudienne « tempête décisive » n'a pas apporté de résultats significatifs pour le royaume. La guerre coûte à MBS 1 milliard de dollars par mois.

De plus, MBS est accusé de crimes de guerre. Plusieurs organisations humanitaires dénoncent les bombardements sans discrimination d'écoles, d'hôpitaux, de mosquées et de marchés publics. En août 2018, la destruction d'un autobus transportant en majorité des écoliers soulève l'indignation internationale²⁸. Pour le Yémen, les populations sont aujourd'hui dans une profonde détresse et les régions sont totalement ravagées.

Cette guerre civile de nature initialement tribale, alimentée par les « Printemps arabes » de 2011, est devenue progressivement confessionnelle et rejoint le schisme sunnite-chiite dont la région peine à s'extirper.

²⁷ Tensions entre le Yémen et l'Arabie saoudite, I24news, 14/05/2019. <https://www.youtube.com/watch?v=FbZ4Cf9Hubs>

²⁸ Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 187.

Une autre affaire vient également ternir la réputation que s'est forgé Mohamed Ben Salman, celle de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, ordonné par le prince héritier lui-même.

L'Affaire Khashoggi : ébranlement du pouvoir

Depuis le scandale provoqué par l'assassinat en Turquie de l'un de ses opposants, le journaliste Jamal Khashoggi, le prince héritier est mis en difficulté – portant sur lui l'ensemble de l'opprobre internationale.

Le journaliste, Jamal Khashoggi, était exilé aux États-Unis depuis 2017 où il écrivait des rubriques sur l'Arabie saoudite dans le « Washington Post ». Souvent, il y critiquait la politique de MBS et n'avait pas tardé à mettre en avant sa désapprobation sur l'implication saoudienne au Yémen en écrivant qu'il serait tant que le pays mette fin à la « cruelle guerre au Yémen »²⁹. Il est certain que l'assassinat de cet éditorialiste qui appartenait à une grande famille saoudienne et qui lui-même avait fait son parcours à l'intérieur du système – déchaîne les passions. En effet, cet épisode a projeté une lumière sombre sur la politique saoudienne du prince héritier. Selon la CIA, MBS a ordonné et commandité l'assassinat de Jamal Khashoggi. En effet, tous les éléments accablants se tournent vers l'Arabie saoudite et le gouvernement en place.

Le 2 octobre 2018, le journaliste s'est rendu au Consulat d'Arabie saoudite à Istanbul pour effectuer une procédure administrative. Il n'en ressortira jamais. De fait, tous les regards se sont tournés vers son pays d'origine – l'Arabie saoudite. Toutefois, le gouvernement saoudien a toujours nié être impliqué dans l'assassinat de l'éditorialiste. Pourtant tout l'accuse. Tout d'abord, le royaume saoudien a commencé par nier sa disparition. C'était en effet la femme avec qui le journaliste devait se marier Hatice Cenzig, qui s'est inquiétée de ne pas voir revenir son mari. Une fois les soupçons portés sur l'Arabie saoudite, la Turquie a demandé aux autorités saoudiennes de prouver que le journaliste avait bel et bien quitté les lieux. Ensuite, les autorités saoudiennes n'ont cessé de changer leur version des faits³⁰. Le jour de l'arrivée de Jamal Khashoggi à Istanbul, 15 saoudiens se sont rendus en Turquie par deux

²⁹ Affaire Jamal Khashoggi : les contradictions de l'Arabie saoudite, Le Monde, 25/10 /18.

<https://www.youtube.com/watch?v=HkpRXiCVqBY>

³⁰ *Ibid.*

avions privés. Ces hommes sont des hommes de l'armée saoudienne, du renseignement ainsi qu'un médecin légiste saoudien.

Au total, les autorités saoudiennes ont mis 17 jours à reconnaître la mort du journaliste au sein de leur consulat. Elles finissent par reconnaître la mort du journaliste dans le consulat mais nient toute implication de MBS. Leur dernière version affirme que Jamal Khashoggi aurait subi un interrogatoire qui aurait mal tourné.

La communauté internationale a très vite réagi – promettant d'établir des sanctions si l'implication saoudienne était avérée. Toutefois, pour les Européens comme pour les États-Unis, l'Arabie saoudite reste un allié incontestable dans la lutte contre l'Iran et sur le plan économique avec le pétrole et les contrats d'armement. Malgré cet épisode, les répercussions n'ont pas fait grand bruit en raison des intérêts diplomatiques que les différents pays entretiennent avec le royaume saoudien.

Cet épisode aura toutefois eu pour conséquence l'arrestation de 18 personnes et la destitution de deux proches du prince héritier. Au niveau médiatique, l'affaire a terni l'image positive véhiculée jusqu'alors par le prince héritier.

Section 2 - L'Arabie saoudite et les relations diplomatiques sur la scène internationale

Sur le plan international, on peut considérer que MBS a été plus ouvert et plus investi. En effet, ce dernier a normalisé ses relations avec Israël et a par ailleurs renforcé la coopération avec les États-Unis et l'Union Européenne, notamment avec la France. Le jeune prince s'est évertué à faire tout son possible pour apparaître fréquentable.

Cette politique d'alliance et la multiplication des voyages diplomatiques constituent aussi une stratégie pour affaiblir l'Iran. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis permet à l'Arabie saoudite de renforcer sa lutte contre son ennemi chiite. En mai 2017, le Président américain effectue à Riyad sa première visite à l'étranger. De plus, MBS entretient des liens étroits avec Jared Kushner, le gendre de Donald Trump. MBS a poussé le Président américain Donald Trump à annuler l'accord sur le nucléaire de juillet 2015 – rétablissant ainsi les sanctions financières et économiques notamment sur le pétrole iranien, principale source de revenu de l'Iran.

La relation avec l'Iran

La bête noire des Saoudiens demeure toujours l'État chiite iranien qui ne cesse de consolider son influence dans la zone moyen-orientale. Cette lutte confessionnelle et géopolitique prend des airs de « guerre froide » régionale où les deux pays se livrent – la plupart du temps – une guerre par procuration. L'Arabie Saoudite redoute l'hégémonie iranienne dans la région et tente par tous les moyens de contrer l'avancée de son rival chiite. En effet, l'Iran a réussi à s'ingérer en Irak, en Syrie et au Yémen de façon assez prépondérante ce qui est très mal perçu par Riyad.

Depuis la Révolution islamique en Iran de 1979, les relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite n'ont cessé de se dégrader. Au-delà des convergences confessionnelles qui divisent les deux pays, l'influence géostratégique est plus que jamais au centre d'intérêts de chacune des parties. Cette influence se confirme à travers la guerre par procuration à laquelle ces derniers se sont livrés dans bon nombre de pays tels que le Yémen, l'Irak, la Syrie et le Liban.

Avant la Révolution islamique en Iran de 1979, les relations irano-saoudiennes étaient plutôt solides, notamment après la signature en 1929 d'un accord d'amitié entre le Roi Ibn Saoud et Reza Pahlavi, le Chah d'Iran. Les deux leaders menèrent ensemble des réformes de modernisation de leurs pays respectifs tout en entretenant des liens très étroits avec les États-Unis. La prise du pouvoir par Mohammad Reza Pahlavi, ainsi que la lutte contre la montée du communisme dans la région ont renforcé les politiques des deux pays jusqu'en 1979, date de l'arrivée au pouvoir de l'Ayatollah Khomeiny et du changement de vision géostratégique de la République Islamique d'Iran.

Hostile à la présence occidentale, principalement américaine, dans la région, la nouvelle élite iranienne ravive à nouveau les tensions communautaires dans le monde arabo-musulman en considérant le clan sunnite, y compris l'Arabie Saoudite, comme corrompu et pro-occidental.

Les tensions montent entre les deux pays à la suite de la déclaration de Khomeiny sur le fait de défendre les chiites dans les pays voisins et d'exporter la Révolution islamique dans tous les États de la région, en particulier ceux qui comptent une majorité chiite comme l'Irak et Bahreïn.

À partir de 1980, l'Arabie Saoudite apporte son soutien aux forces irakiennes durant les années de guerre qui les opposaient à l'Iran. Un soutien qui accentua bien évidemment la

discorde entre les dirigeants iraniens et le royaume wahabite, qui use de sa position de leader sunnite au sein de la Ligue arabe et du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) afin de contrer l'influence iranienne. De plus, les dirigeants saoudiens ont adopté une stratégie de voisinage assez ambiguë avec Israël dans l'objectif de constituer une force de dissuasion à l'égard de l'Iran en sachant que ce dernier s'est remarquablement affaibli au niveau économique en raison des sanctions occidentales.

Le 2 janvier 2016, les tensions entre les deux belligérants atteignent leur paroxysme à la suite de l'exécution, par les autorités saoudiennes, du prédicateur chiite Nimr Al-Nimr vivant en Arabie, causant ainsi en plus de fortes contestations dans le monde chiite, la rupture des relations diplomatiques entre Téhéran et Riyad. En soutien à l'Arabie Saoudite, d'autres pays de la région comme les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn et le Soudan ont également rompu leurs relations diplomatiques avec Téhéran. Les alliances forgées de part et d'autre, à l'image du pacte Iran-Hezbollah libanais ou israélo-saoudien, ne cessent de reconfigurer les frontières faisant basculer l'équilibre des forces.

Au Liban, les pressions exercées sur le Premier ministre Saad Al-Hariri en novembre 2017, l'ayant poussé à présenter sa démission, n'ont abouti en fin de compte qu'au renforcement du Hezbollah libanais, qui a réussi d'ailleurs à s'emparer de voix au Parlement, lui permettant ainsi de se doter d'un important pouvoir de décision au sein du gouvernement.

L'Arabie Saoudite ne cesse de s'enliser sur tous les fronts, y compris avec ses voisins. C'est notamment le cas du Qatar. Ce dernier s'est vu imposer un blocus sans précédent dans le but d'affaiblir sa position grandissante dans la région. En effet à l'automne 2017, MBS ordonne un blocus terrestre et aérien contre le Qatar qu'il accuse de soutenir les Frères Musulmans et de dialoguer avec l'Iran tout en donnant la parole à ses opposants notamment un certain Jamal Khashoggi³¹. Les échanges économiques sont interrompus, les approvisionnements alimentaires par voie terrestre et maritime stoppés.

La fermeture de toutes ses frontières et son isolement diplomatique ont eu pour conséquence la consolidation de ses liens avec l'Iran et la Turquie, alors que l'Arabie Saoudite tente depuis plusieurs années de constituer un front solide contre ces deux puissances.

Le risque d'une guerre frontale est improbable pour plusieurs raisons. L'Iran est déstabilisé par les émeutes début 2018, par le retour des sanctions économiques après le retrait des États-

³¹ Documentaire « MBS, Prince d'Arabie » réalisé par Antoine Vitkine pour Arte en 2019.

Unis de l'accord sur le nucléaire et par l'instabilité politique. Quant à l'Arabie Saoudite, cela va à l'encontre des réformes et des ambitions du prince héritier. De plus, la guerre au Yémen, particulièrement coûteuse, ne l'encourage pas à se lancer dans une autre guerre qui serait bien plus coûteuse. Enfin, prendre le risque de mener une guerre ouverte est complètement irrationnel et aurait des conséquences irréversibles sur l'ensemble de la région.

Section 3 - Israël : une alliance de circonstance

Malgré leurs divergences historiques, on constate un rapprochement très significatif depuis quelques temps. La coopération israélo-saoudienne n'est toutefois pas si récente que cela. Dès les années 1960, l'Arabie Saoudite et Israël auraient collaboré au Yémen pour lutter contre la politique expansionniste de l'Égypte nassérienne. De plus, en 2006, lors de l'affrontement entre le Hezbollah libanais et Israël, l'Arabie Saoudite a fourni des renseignements stratégiques à l'État hébreu pour contrer son adversaire chiite. En 2013, les médias israéliens annonçaient une réunion secrète en Jordanie entre les chefs des services secrets des deux États. Par ailleurs, Riyad a affirmé être disposé à ouvrir son espace aérien aux avions de chasse israéliens pour mener des raids contre les installations nucléaires iraniennes.

Plus récemment, des rencontres secrètes se sont multipliées et ont eu lieu entre services secrets israéliens et les services secrets saoudiens. On ne dénote pas moins de 5 réunions secrètes et notamment en République Tchèque, Italie, en Inde, etc. Depuis, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qualifie régulièrement le royaume saoudien d'allié indispensable des pays arabes opposés à Téhéran. De plus, MBS a multiplié les mains tendues envers les Israéliens. En effet, MBS a déclaré que les Israéliens avaient le droit d'avoir leur territoire tout autant que le peuple palestinien. Cette déclaration constitue un changement radical, bien qu'en 2002, lors du plan de paix sous l'égide du roi Abdallah, les Saoudiens étaient favorables à la reconnaissance de l'État hébreu si ce dernier quittait les territoires occupés. MBS a donc tout intérêt à s'allier avec l'État hébreu car ces derniers partagent un ennemi commun : l'Iran.

La main tendue envers les Israéliens et les Américains constitue une réelle stratégie pour MBS qui, par ces alliances, continue de « dédramatiser » son pays et mettre à mal son rival chiite.

Conclusion

En Arabie Saoudite, le prince héritier dispose d'importants pouvoirs institutionnels à tous les niveaux. Même s'il est entouré de conseillers, la décision finale lui revient, quitte à contrebalancer les propositions et les conseils de son entourage politique. Dans l'histoire du royaume, MBS est le seul à s'être affranchi des avis des sages. MBS a conditionné sa politique dans le but de répondre favorablement aux aspirations de l'écrasante majorité de la population saoudienne pour qui une grande partie des interdits religieux n'a plus lieu d'être. Il est un populiste faisant preuve d'un certain sens politique, très attentif aux préoccupations du Saoudien moyen sans se préoccuper des élites traditionnelles³². De plus, il a axé l'économie de son pays sur la fin de la dépendance au pétrole – conscient que cette rente pétrolière ne pourra pas éternellement subvenir aux besoins du royaume.

Par sa façon de s'afficher dans les médias comme sa façon de gouverner, le jeune héritier rompt totalement avec la pratique politique des générations précédentes. Mais son manque d'expérience et son impulsivité ont conduit le royaume dans l'impasse à plusieurs reprises - que ce soit au niveau du blocus sur le Qatar ou sur l'ingérence saoudienne au Yémen – provoquant l'enlisement complet du conflit. Par ailleurs, bien qu'il veuille apparaître comme un réformateur, les droits humains sont toujours bafoués dans le pays et les prises de position sur la scène internationale lui ont parfois coûté cher.

En dépit de certains revers politiques, le jeune prince héritier est amené à être au pouvoir pour de très nombreuses années.

³² Ockrent (C), « Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu », Robert Laffont, 2018, p. 31.